

Les urgences du CHU de NICE à l'agonie

Elles ne ferment pas, mais c'est tout comme.

Face à une population qui a quasiment doublé avec la saison estivale, les urgences du chu de Nice au bord de l'implosion sont obligées de trier, d'orienter vers d'autres établissements hospitaliers, sur fond de pénurie qui dure depuis trop longtemps avec 20 000 lits fermés ces cinq dernières années à travers le pays.

Ce cancer des fermetures ronge toute la France. Il met en danger la population et les personnels, nombreux en burn out ou qui, n'en pouvant plus, démissionnent.

L'hôpital public n'assure plus l'accès aux soins de tous et fait courir un risque patent à la population dû au retard de la prise en charge, du diagnostic et des soins d'urgence.

Santé et éducation sont les deux priorités des français et ils savent bien pourquoi, car ces deux services publics sont à la fois le rempart ultime et le seul outil – pour une très grande majorité - contre les inégalités.

Les chiffres dans notre région

- ✓ Nice : Le CHU de Nice enregistre 100 000 passages par an aux urgences, entre 270 et 280 passages par jour. La réduction des coûts jusqu'à l'os a conduit au départ de 16 infirmier.es sur 80 aux urgences du CHU de Nice et à la fermeture de 194 lits.
- ✓ Draguignan fermé la nuit depuis le 29 octobre 2021 : 8 médecins urgentistes seulement sur 22
- ✓ Manosque fermé 6 ou 7 nuits par mois depuis le début de l'année et fermé toutes les nuits en juillet et en août : il manque 7 médecins urgentistes.
- ✓ Sisteron : il est prévu des fermetures 5 jours complets y compris la nuit en juillet et 7 jours complets en août.
- ✓ Arles : l'hôpital est passé de 560 lits à 150 lits en 20 ans.
- ✓ Aix en Provence : fermetures occasionnelles des urgences pédiatriques de nuit.
- ✓ Cavaillon : fermeture des urgences la nuit depuis le mois de mai.
- ✓ Marseille : il y a 2 ans, il y avait 40 à 43 médecins à la Timone. Aujourd'hui ils ne sont plus que 16.
- ✓ Avignon : les médecins ont déposé un préavis de grève à compter du mardi 12 juillet. Les chefs de service des urgences des 11 hôpitaux du département déposent une lettre de démission collective.

Des pansements sur une jambe de bois

Après sa mission flash, M. Braun, ministre de la santé de M. préconise ... la mise en place de SMUR sans médecins. Des hôpitaux de la région sont en train de former des infirmières pour qu'elles puissent partir seules avec un chauffeur, sans médecin urgentiste ... Le ministre prescrit aussi des sparadraps ...

- ✓ donner des consignes pour ne plus venir à l'hôpital
- ✓ réguler l'entrée aux urgences par téléphone
- ✓ organiser le tri des malades

- ✓ officialiser le fait que l'hôpital public n'est plus en accès libre

A tel point que le comité de défense de l'hôpital de Bagnères-de-Bigord, région touristique comme la nôtre, excédé, affirme : *au-delà de toutes nos actions, (pétition, tracts sur le marché, manif sur la ville, rencontres avec le directeur de l'hôpital, le préfet, l'ARS) qui n'aboutissent pas en raison d'une politique de santé non anticipée et d'une situation générale catastrophique dans tout le pays sur la santé publique, nous avons décidé de passer à une stratégie différente.*

Nous sommes dans un secteur très touristique lié à la montagne générant plus de 20 000 personnes l'été dans notre vallée qui en comporte moins de 10 000 en période creuse.

Nous avons donc décidé d'alerter le procureur de la République que nous ne nous tromperons pas de responsables si un ou plusieurs drames se produisaient par manque de prise en charge ou de prise en charge tardive liée à la distance.

La population de la région PACA double durant la saison estivale. Ses dirigeants ont misé essentiellement sur le tourisme. La sécurité sanitaire de la population et celle des estivants doivent être assurées : l'hôpital public doit avoir les moyens de remplir sa mission, été comme hiver.

Dénoncer, agir ensemble

Après avoir été un des meilleurs services publics de santé, au classement formulé par l'Organisation Mondiale de la Santé, dans les années 2000, le service hospitalier public français s'est dégradé à coup de politiques totalement comptables, de sabrage dans la démocratie sanitaire. Les critères de classement de l'OMS ont été changés ... mais tout le monde sait qu'on a plongé bien bas !

Personnels, usagers et politiques (pas tous ..) sont vent debout. Il n'y a pas d'autre choix : c'est la carte vitale ou la carte bancaire. Du coup, lundi 1^{ER} août, à 11 h 30 devant le parvis de l'hôpital Pasteur, rendez-vous est donné ! Rafratchissements liquides assurés.

Eliane guigo